

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 10 : *Ses observations contre l'amendement de M. E. Petit* [6 août 1946] (A., p. 2995). — Demande à interpeller sur les accidents d'aviation qui se sont produits dans les journées des 3 et 4 septembre 1946 et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour établir les responsabilités engagées et prévenir le retour d'accidents de cette nature [10 septembre 1946] (p. 3601). — Participe à la discussion : d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : Art. 16, *Soutient l'amendement de M. Mignot* [11 septembre 1946] (p. 3638) ; *le retire* (p. 3639) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3841) ; Art. 71 K : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3908) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art. 71 J, *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4213) ; *le retire* (ibid.).

JULY (M. Pierre), Député du département d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

Interventions :

Demande à interpeller sur la présence en Russie d'un certain nombre de prisonniers de guerre français et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour hâter leur rapatriement [4 juillet 1946] (A., p. 2598) ; est

entendu sur la fixation de la date de discussion [23 juillet 1946] (p. 2754) ; développe son interpellation [25 juillet 1946] (p. 2790 et suiv., p. 2808). — Participe au débat sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice : *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3085). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *Son amendement au 10^e alinéa* [29 août 1946] (p. 3405) ; DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72, *Son amendement* [10 septembre 1946] (p. 3591) ; — Demande à interpeller sur le caractère illégal des mesures que le Gouvernement a prises à l'encontre d'un certain nombre de journaux de la Résistance [28 septembre 1946] (p. 4248).

JUVÉNAL (M. Max), Député du département des Bouches-du-Rhône.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674). — Titulaire de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice [ibid.] (p. 2676).

Interventions :

Son rapport, au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances [12 septembre 1946] (A., p. 3716) ; — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 17, *Son amendement concernant l'attribution de l'indemnité d'éviction en cas de non-reconstruction d'une exploitation agricole* [4 octobre 1946] (p. 4611) ; Art. 30, *Son amendement relatif aux autorisations de transfert de bâtiments agricoles* (p. 4618).